

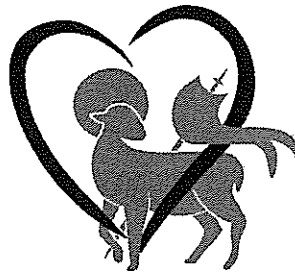


CONSEIL MUNICIPAL de ROUEN

18 décembre 2025

PUBLIE LE

- 5 JAN. 2026



Groupe « Au cœur de Rouen »

MOTION

Au conseil municipal de Rouen,

Appliquons le code général des collectivités territoriales

Notre ville de Rouen accorde chaque année plus de 6 millions d'euros au subventionnement des associations.

Cet argent pris dans la poche du contribuable Rouennais permet, fort heureusement, le dynamisme et l'attractivité de notre ville en matière, par exemple, de sport, de culture, de soutien aux familles.

Dans la grande majorité des cas, ces associations servent l'intérêt des Rouennais, respectent la laïcité et font preuve de neutralité politique... Mais pas toujours et les exceptions commencent à se faire nombreuses.

Avec l'argent des Rouennais, vous subventionnez une association appelant à manifester contre le gouvernement. Ce n'est pas normal.

Avec l'argent des Rouennais, vous subventionnez une association dont l'objet est de promouvoir un journal d'extrême gauche. Ce n'est pas normal.

Avec l'argent des Rouennais, vous subventionnez des associations interférant avec la politique migratoire de l'état Français. Ce n'est pas normal.

Malgré nos demandes répétées d'un vote séparé pour ces subventions idéologiques, la gauche municipale impose un vote groupé de toutes les subventions aux associations.

Non seulement tout cela est illégal, comme le rappelle le Sénat (cf annexe) mais en plus cela vous évite de soumettre certaines subventions à une condition d'octroi.

Alors que nous fêtons les 120 ans de la loi de 1905, est-il normal d'attribuer 15 000 euros à une association culturelle (Union des Musulmans de Rouen, dont on connaît les liens avec le frérisme) sans qu'aucune condition d'octroi ne soit votée au conseil municipal, comme se fût le cas lors du conseil municipal de novembre 2025 ?



Nous avions, encore une fois, demandé un vote séparé pour la subvention à SOS Méditerranée car cette subvention était irrégulière. A nouveau, vous, la gauche, avez refusé. Le tribunal administratif avait pourtant reconnu l'irrégularité de votre subvention à SOS Méditerranée, considérant que cette association œuvrant aux larges des côtes libyennes était bien éloignée de l'intérêt des Rouennais qui devait primer. Pour faire valoir cette irrégularité, notre groupe d'union des Droites a porté, seul, ce dossier pendant que vous mobilisiez des avocats payés avec l'argent des Rouennais pour tenter de défendre l'octroi de cette subvention au montant colossal. Ce n'est pas normal.

C'est pourquoi, le conseil municipal décide :

- **D'appliquer le Code Général des Collectivités Territoriales en acceptant un vote distinct de certaines subventions aux associations si un des membres de notre assemblée délibérante le sollicite.**
- **De lier les subventions aux associations culturelles, idéologiques, militantes et politiques à des conditions d'octroi votées au préalable par les élus.**

Annexe à la motion du groupe au cœur de Rouen

Lorsqu'une assemblée délibérante soumise aux dispositions des articles L. 2311-7, L. 3312-7 et L. 4311-2 du CGCT attribue des subventions à plusieurs associations, rien ne s'oppose à ce que le maire ou le président soumette à un vote unique les délibérations, sous réserve qu'elles aient un objet commun et qu'aucun membre de l'assemblée délibérante n'ait demandé que l'assemblée délibérante se soit prononcée séparément sur chaque projet de délibération. En revanche si un membre de l'assemblée délibérante sollicite un vote distinct pour une ou plusieurs de ces délibérations, le maire ou le président est tenu d'y faire droit.

(Source : Publiée dans le JO Sénat du 02 /02/2023 – page 783)

<https://www.senat.fr/questions/base/2022/qSEQ221003215.html>

Question de M. MASSON Jean Louis (Moselle-NI) publiée le 13/10/2022

M. Jean Louis Masson attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur et des outre-mer sur le cas d'un conseil municipal, départemental ou régional où le maire ou le président présente une délibération concernant l'attribution de subventions à des organismes n'ayant aucun rapport les uns avec les autres. Il lui demande si un élu de la collectivité peut demander et obtenir qu'il y ait un vote séparé concernant l'attribution d'une subvention à un des organismes concernés ou si l'exécutif peut imposer un vote bloqué sur l'ensemble des subventions.

Publiée dans le JO Sénat du 13/10/2022 – page 4898

Réponse du ministère de l'Intérieur et des outre-mer publiée le 02/02/2023

L'attribution de subventions par une commune, un département ou une région donne lieu en principe au vote d'une délibération distincte du vote du budget conformément aux articles L. 2311-7, 3312-7 et L. 4311-2 du code général des collectivités territoriales. Le vote du budget conduit donc à approuver uniquement le montant global des crédits permettant de procéder à l'attribution et au versement des subventions. L'attribution de subventions par la commune, le département ou la



La région est une compétence de l'assemblée délibérante. Elle ne figure pas parmi les compétences que celui-ci peut déléguer au maire ou au président. Dans son arrêt du 5 juillet 2021, Commune de Messimy-sur-Saône (n° 433537), le Conseil d'État énonce qu'il résulte des dispositions de l'article L. 2121-20 du CGCT que le conseil municipal doit, en principe, se prononcer par un vote formel ou donner son assentiment sur chaque projet de délibération. Toutefois, un conseil municipal peut adopter plusieurs délibérations par un vote unique si elles ont un objet commun et si aucun conseiller municipal n'a demandé que le conseil municipal se soit prononcé séparément sur chaque projet de délibération. Par conséquent, lorsqu'une assemblée délibérante soumise aux dispositions des articles L. 2311-7, 3312-7 et L. 4311-2 du CGCT attribue des subventions à plusieurs association, rien ne s'oppose à ce que le maire ou le président soumette à un vote unique les délibérations, sous réserve qu'elles aient un objet commun et qu'aucun membre de l'assemblée délibérante n'ait demandé que l'assemblée délibérante se soit prononcée séparément sur chaque projet de délibération. En revanche si un membre de l'assemblée délibérante sollicite un vote distinct pour une ou plusieurs de ces délibérations, le maire ou le président est tenu d'y faire droit. Par ailleurs, les articles L. 2311-7, 3312-7 et L. 4311-2 du CGCT disposent que pour les subventions dont l'attribution n'est pas assortie de conditions d'octroi, l'assemblée délibérante peut décider d'individualiser au budget les crédits par bénéficiaires ou établir, dans un état annexé au budget, une liste des bénéficiaires avec, pour chacun d'eux, l'objet et le montant de la subvention. Ainsi la délibération relative au budget conduit à considérer que l'individualisation des crédits ou la liste ainsi établie vaut décision d'attribution des subventions en cause de la faculté pour un élu de solliciter une délibération distincte pour l'attribution d'une subvention.

Publiée dans le JO Sénat du 02/02/2023 – page 783

La motion votée à 15 h 24, est rejetée.

(50 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, élue non inscrite)

(2 voix pour : groupe Au cœur de Rouen)

076-217605401-20251230-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025

Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

